



2021

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Note de synthèse

Conseil Municipal du 15 mars 2021

Table des matières

Introduction	3
1. Le contexte général : situation économique et sociale	4
1.1 Situation mondiale et européenne	4
1.1.1 L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19	4
1.1.2 Zone euro : crise sanitaire, activité en dents de scie et soutien massif des institutions européennes.....	4
1.2 Situation nationale et loi de finances 2021	5
1.2.1 Un contexte national incertain	5
1.2.2 Loi de finances 2021	6
2. Situation de la ville de Floirac	8
2.1 Une analyse financière prospective basée sur des hypothèses contraintes.....	8
Hypothèses retenues pour l'établissement de la prospective financière	8
2.2 Le compte administratif 2020.....	9
2.2.1 Structure des dépenses et des recettes de fonctionnement (CA 2020)	9
2.2.2 Structure des dépenses et des recettes d'investissement (CA 2020).....	10
2.2.3 Impact covid-19.....	10
2.2.4 Résultat 2020	11
2.2.5 Affectation proposée	12
3. Situation et orientations de la municipalité pour le budget 2021	13
3.1 Une section de fonctionnement stabilisée	15
3.1.1 Une estimation prudente des recettes de fonctionnement	15
3.1.2 Des dépenses de fonctionnement maîtrisées	16
Répartition des effectifs 2020.....	17
3.2 Un programme d'investissement volontariste et ambitieux.....	18
3.2.1 Une dette maîtrisée	19
3.2.2 Les dépenses et les recettes d'investissement	23
3.2.3 Programmation des investissements sur le mandat	24
1. Vue d'ensemble du budget 2021	30
Tableau synthétique des demandes de dépenses de fonctionnement par services pour 2021	Erreur ! Signet non défini.
Conclusion.....	31

Introduction

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire. Il participe à l'information des élus et favorise la discussion sur les projets et les évolutions de la situation financière préalablement au vote du budget primitif.

Il est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire (art. L. 2312-1 du CGCT) et doit nécessairement se tenir dans une séance distincte de celle du vote du budget dans les deux mois précédents celui-ci. Le Rapport d'orientation budgétaire doit contenir les éléments de prospective financière concernant l'évolution des recettes et des dépenses, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette de la commune, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs et les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (budget principal et budgets annexes cumulés).

Le rapport d'orientation budgétaire 2021 intervient dans un contexte d'incertitude sur le plan économique et financier au niveau international qui influe directement sur l'économie nationale et locale.

En outre, la situation actuelle, due à la crise de la covid-19, nécessite une grande prudence sur les prévisions établies à ce jour au niveau de l'économie mondiale et française. Nous ne pourrions en connaître les conséquences que dans les mois à venir, au fil de l'évolution de la pandémie. Le projet de la Loi de Finances pour 2021 s'inscrit dans un plan de relance de l'économie afin d'atténuer les effets de la crise et favoriser la relance de l'activité. L'objectif est de limiter les conséquences économiques et sociales de la crise en relançant la croissance économique.

1. Le contexte général : situation économique et sociale

1.1 Situation mondiale et européenne

1.1.1 L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19

À la suite de l'apparition fin 2019 du coronavirus SARS-CoV-2, l'économie mondiale évolue au rythme de la pandémie et des mesures de restrictions imposées pour y faire face.

Les gouvernements, cherchant à enrayer la vitesse de propagation de l'épidémie, ont eu largement recours à des mesures de confinement, qui se sont traduites au deuxième trimestre 2020 par un double choc d'offre et de demande à l'échelle mondiale.

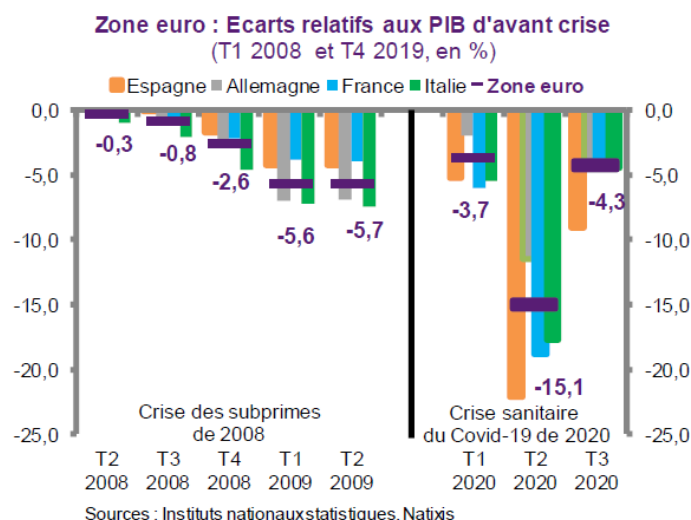
Après une chute record de l'activité au premier semestre, les déconfinements progressifs au début de l'été se sont traduits mécaniquement par de forts rebonds au troisième trimestre dans les pays développés.

À la suite de l'accélération de la propagation de l'épidémie à partir de la fin de l'été, l'Europe et les Etats-Unis sont confrontés depuis l'automne à une deuxième vague de contaminations, conduisant à une réintroduction progressive des mesures restrictives voire à des nouveaux confinements qui ont pesé sur l'activité du quatrième trimestre.

Les campagnes de vaccinations en cours apportent l'espoir d'enrayer les effets de la pandémie au troisième trimestre 2021 selon l'OMS. Toutefois, les apparitions de variants au virus à l'échelle mondiale pourraient pousser les gouvernements à des mesures de plus en plus restrictives, voir des confinements, sur le premier trimestre 2021 notamment.

1.1.2 Zone euro : crise sanitaire, activité en dents de scie et soutien massif des institutions européennes

Après une chute vertigineuse du PIB comparée à 2008, l'activité a fortement rebondi à l'été 2020. Pour autant, l'activité demeure en retrait de plus de 4% par rapport à fin 2019, les secteurs sources d'interactions sociales (restauration, tourisme, culture, transports) restant durablement affectés.



Au-delà des plans d'urgence nationaux, les institutions européennes apportent un soutien pour atténuer les effets de la pandémie. Un plan de relance de 750 milliards d'euros en prêts et en subventions a été adopté par l'UE en 2020, de même qu'un programme de 100 millions d'euros pour soutenir les programmes de chômage sur une courte durée ainsi que 220 millions d'euros pour financer les transferts transfrontaliers de patients où cela est nécessaire.

De son côté, la BCE a réagi rapidement et significativement en augmentant son programme d'achats d'actifs de 120 milliards d'euros et en créant un programme spécifique à la pandémie à hauteur de 1 350 milliards d'euros. Elle a maintenu une politique monétaire accommodante se traduisant par des taux d'intérêt très bas afin de financer les plans de relance nationaux.

Prévisions de la BCE					
En %		2019	2020	2021	2022
Inflation IPCH	sept	1,2	0,3	1,0	1,3
	juin	1,2	0,3	0,8	1,3
Inflation sous-jacente	sept	1,0	0,8	0,9	1,1
	juin	1,0	0,8	0,7	0,9
Croissance du PIB (vol.)	sept	1,3	-8,0	5,0	3,2
	juin	1,2	-8,7	5,2	3,3

Sources : Eurostat, Natixis

1.2 Situation nationale et loi de finances 2021

1.2.1 Un contexte national incertain

Le plan de relance ainsi que l'action massive de la Banque Centrale Européenne ont pour but de permettre un rebond rapide de l'activité en 2021. Grâce aux mesures de soutien déployées par le Gouvernement, le revenu des ménages a été largement préservé en 2020, tout comme l'appareil productif.

L'activité ne s'établirait en 2021 que 2,7 % en dessous de son niveau de 2019, après une récession en 2020 d'une ampleur pourtant jamais observée. La France, grâce à un plan de relance ambitieux, se place sur une trajectoire de croissance forte en 2021, qui lui permettrait de retrouver dès 2022 son niveau de prospérité d'avant crise. Toutefois, l'incertitude demeure quant à l'impact de la prolongation de la pandémie face aux différents variants apparus dans le monde.

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est d'ores et déjà impressionnant : dès le premier semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié. En fin d'année 2020, le taux de chômage national s'élevait à 9%. Malgré le dispositif de chômage partiel porté par l'Etat, le taux de chômage devrait culminer au-dessus de 11% d'ici mi-2021 pour atteindre 8% vers la fin 2022.

Au-delà des mesures d'urgence prises par le gouvernement, un plan de relance a été lancé dès septembre 2020 pour les années 2021 et 2022 à hauteur de 100 milliards d'euros, financé à 40% par l'Europe. Il vise à soutenir l'activité et minimiser les potentiels effets à long terme de la crise sanitaire. Le plan de relance a été renforcé de 20 milliards d'euros supplémentaires en fin d'année 2020.

L'inflation française est à son niveau le plus bas depuis 2016. Cela s'explique par l'effondrement des prix de certains biens et services. La chute des prix du pétrole est aussi largement à l'origine de cette baisse. Au regard de la hausse attendue du chômage, l'inflation devrait être principalement guidée par les prix du pétrole et rester faible un certain temps, à hauteur de 0.6% sur l'année 2021.

Sous le double effet de la baisse d'activité et d'interventions publiques massives, le déficit public national devrait atteindre 11.3% du PIB en 2020 pour se résorber partiellement en 2021 à hauteur de 6.7%.

La forte augmentation attendue de la dette publique française ne devrait pas affecter la viabilité de la dette de la France en raison des coûts d'emprunt extrêmement bas liés à la politique de la BCE.

1.2.2 Loi de finances 2021

La loi de finances pour 2021 prévoit des mesures pour soutenir l'économie et les collectivités locales. Elle comprend notamment le plan de relance qui soutiendra la croissance à hauteur de 1,5 point de PIB en 2021. Celle-ci atteindrait ainsi + 8 % en 2021, après une baisse d'activité estimée à 10 % en 2020.

Le plan de relance de 100 milliards d'euros sur deux ans inclut la baisse de 10 milliards d'euros des impôts de production, la stabilisation des dotations et la réforme des indicateurs financiers pour neutraliser les effets de bord de la suppression de la taxe d'habitation.

Le plan de relance est axé sur trois domaines prioritaires : la transition écologique, la compétitivité des entreprises et la cohésion sociale et territoriale. Les mesures qui impacteront les collectivités sont les suivantes :

- Rénovation thermique :
4 milliards d'euros seront investis par l'Etat via la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et des dotations spécifiques. 500 milliards d'euros sont fléchés sur la rénovation thermique du parc de logement social via les collectivités et les organismes HLM.
- Centres de tri et déchets :
500 millions d'euros seront consacrés à l'économie circulaire et au traitement des déchets : développement des centres de tri, soutien au tri des déchets recyclables via une aide financière aux collectivités locales pour le déploiement du tri sélectif sur la

Plan "France Relance" 2021-2022

Axe 1 Compétitivité et innovation	34 Mds
Baisse des impôts de production	
Programme d'investissements d'avenir	
Fonds propres pour les entreprises	
Soutien à l'investissement des entreprises	
Axe 2 Transition écologique et environnementale	30 Mds
Plan transports	
Rénovation écologique des bâtiments	
Energie et industrie	
Transition dans l'agriculture	
Axe 3 Cohésion sociale et territoriale	36 Mds
Emploi et compétences	
Investissements dans le cadre du Ségur de la Santé	
Soutien à l'investissement des collectivités locales	
Recherche pour l'enseignement supérieur	
Coût total	100 Mds

Sources : PLF 2021, Natixis

voie publique, soutien à la valorisation des biodéchets, aides financières à l'investissement dans des unités de production d'énergie à partir de combustibles de récupération.

- Infrastructures et transports :
1,2 milliards d'euros seront consacrés aux mobilités du quotidien, 4,7 milliards d'euros pour le ferroviaire et 550 millions d'euros pour les travaux d'infrastructures.
- Fiscalité locale :
La baisse des impôts de production vise à réduire les impôts économiques payés par les entreprises françaises et notamment le secteur de l'industrie. Ces dispositions concernent principalement les structures intercommunales. Ces mesures concernent la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), la taxe foncière sur le bâti (TFB), et le maintien du calendrier initial de la suppression de la taxe d'habitation (TH).

Concernant la suppression du produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales et des compensations fiscales afférentes, en 2020, 80% des ménages ne paient plus de taxe d'habitation sur les résidences principales. Les 20% des ménages qui restent assujettis à cet impôt bénéficieront d'un dégrèvement de 30% en 2021, puis de 65% en 2022. Ainsi, en 2023, plus aucun foyer ne paiera cette taxe sur sa résidence principale. La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est fixée à 0,5% pour 2021 (0,9% en 2020, 2,2% en 2019).

- Des dotations stables
 - 53,93 Md€ de concours financiers aux collectivités territoriale dans le PLF2021 et 51,71 Md€ en excluant les mesures de périmètre et de transfert (-2,26 Md€). Les 51,71 Md€ comprennent notamment 26,756 Md€ au titre de la DGF (18,3 Md€ pour le bloc communal et 8,5 Md€ pour les Départements) et 4,54 Md€ de TVA affectée aux régions et départements
 - Stabilité des dotations d'investissement avec 2 Md€ pour les DETR (1,046Md€), DSIL (570M€), DPV (150M€) et DSID (212M€) ;
 - Hausse des DSU et DSR de 90 M€ chacune, comme en 2019 et 2020
 - Lancement de la 1ère étape de l'automatisation de la gestion du FCTVA au 01/01/2021, elle s'appliquera pour les collectivités territoriales qui reçoivent le FCTVA l'année de la réalisation de la dépense, parallèlement à la poursuite des déclarations écrites.

Néanmoins, cette stabilité intervient après les efforts demandés pour le redressement des comptes publics.

Les conséquences économiques de la pandémie liées au coronavirus sont visibles et non négligeables sur l'ensemble du monde. La contraction économique dans plusieurs secteurs d'activité impacte négativement la croissance économique mondiale, avec des disparités selon les pays et en fonction des mesures de confinement qui ont été prises pour lutter contre la propagation du virus.

Les collectivités territoriales connaissent une séquence difficile car leur situation financière est menacée par une perte des ressources de fiscalité économique. Les effets pourraient être étalés sur plusieurs années.

Cette situation concerne également la commune de Floirac.

2. Situation de la ville de Floirac

En s'appuyant sur une analyse financière rétrospective, une réflexion de prospective financière a été construite dans l'objectif de trouver un scénario viable durablement qui préserverait les principaux équilibres budgétaires.

Comme le montrent les hypothèses retenues ci-dessous, la ville doit stabiliser ses dépenses de fonctionnement si elle veut préserver ses marges de manœuvre et son niveau de service. **A cette condition, la capacité de désendettement reste en dessous du seuil d'alerte de dix années.**

Toutefois, la crise sanitaire vient fortement perturber le scénario envisagé. De fortes interrogations apparaissent :

- quel sera le niveau des recettes du Domaine ? (par exemple, les recettes des crèches ou du Centre de loisir pourraient être en baisse dans l'hypothèse d'un nouveau confinement)
- les solutions de service proposées aux familles nécessiteront-elles une augmentation de la masse salariale ? (par exemple, avec la déconcentration du CLSH dans trois écoles, les dépenses de fonctionnement ont augmenté avec le recrutement de nouveaux animateurs)

Par ailleurs, le programme d'investissement important sur la mandature modifiera le besoin de financement et les ratios afférents.

Enfin, l'intervention de l'Etablissement public administratif *Euratlantique* va faire évoluer la plaine de Floirac, permettre l'accueil de populations nouvelles et générer ainsi un produit fiscal dont l'évaluation est en cours de finalisation. Le chiffrage dépend de la planification et de la réalisation des programmes immobiliers, de la nature de ces constructions (habitat, bureaux...) et de leurs modes de financement (exonérations...).

2.1 Une analyse financière prospective basée sur des hypothèses contraintes

Hypothèses retenues pour l'établissement de la prospective financière

Dépenses réelles de fonctionnement	Hypot.	Recettes de fonctionnement	Hypot.
011 - Charges à caractère général	0,8%	013 Atténuation de charges	0%
012 - Charges de personnel	1,40%	70 Produits des services	1,00%
014 - Atténuation de produits	0,00%	73 Impôts et taxes	2,00%
65 - Autres charges de gestion courante (dont subvention CCAS, autres organismes publics, organismes de droit privé)	0,00%	74 Dotations et participations	1,00%
66 - Charges financières	Aucune	75 Autres produits de gestion courante	1,00%
Intérêts emprunts existants au 31/12/2018	Extinction dette		
Intérêts emprunts nouveaux	Amortissements		
Autres charges financières	0		

67 - Charges exceptionnelles	0,00%		
------------------------------	-------	--	--

Les éléments de prospective d'investissement :

- Programmation d'équipements compris entre 3 500 000 € et 4 500 000 € par an en moyenne
- Attributions de Compensations d'Investissement stables à 582 620 €/an
- Emprunt à ajuster annuellement en fonction des besoins de trésorerie d'environ 2 500 000 € /an en moyenne

Compte tenu de ces hypothèses assez contraignantes, la Ville peut maintenir une trajectoire financière saine qui après l'impact de la crise sanitaire de 2020 se rétablit progressivement à partir de 2022.

Ainsi, la capacité de désendettement reste sur la période en dessous de 10 années. Le ratio Epargne brute/ recettes réelles de fonctionnement se situe aux alentours de 7% en 2021 et il réaugmente par la suite pour se stabiliser à 10% à compter de 2024.

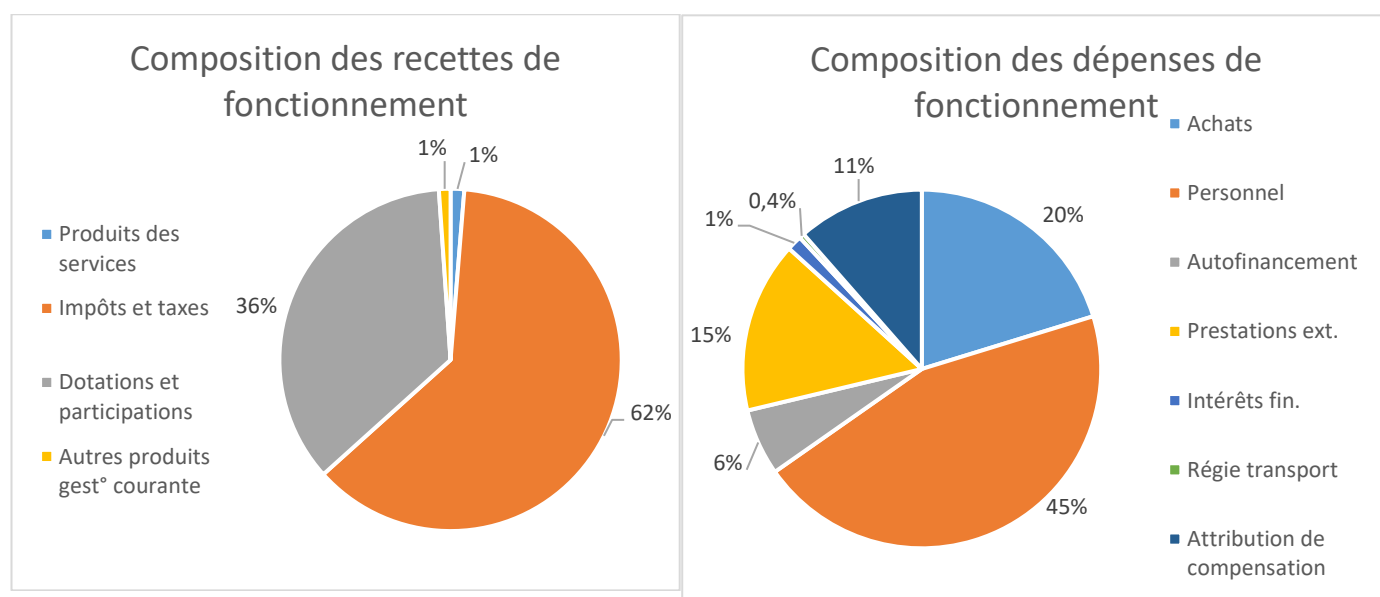
Par ailleurs l'endettement de la Ville est maîtrisé, l'ensemble de ces ratios permettant de tabler sur une montée en puissance de la capacité à investir à partir de 2023.

Néanmoins, la crise sanitaire vient bouleverser cette prospective et les mesures prises en urgence en 2020 (efforts en matière de tarification des services publics, adaptation de l'offre de service pour accompagner la population, mesures spécifiques prises pour lutter contre la pandémie) ont impacté les résultats de l'exercice 2020 et touchent encore le budget 2021 dans sa construction.

Aussi, le budget 2021 est à considérer comme un budget de transition jusqu'en 2022.

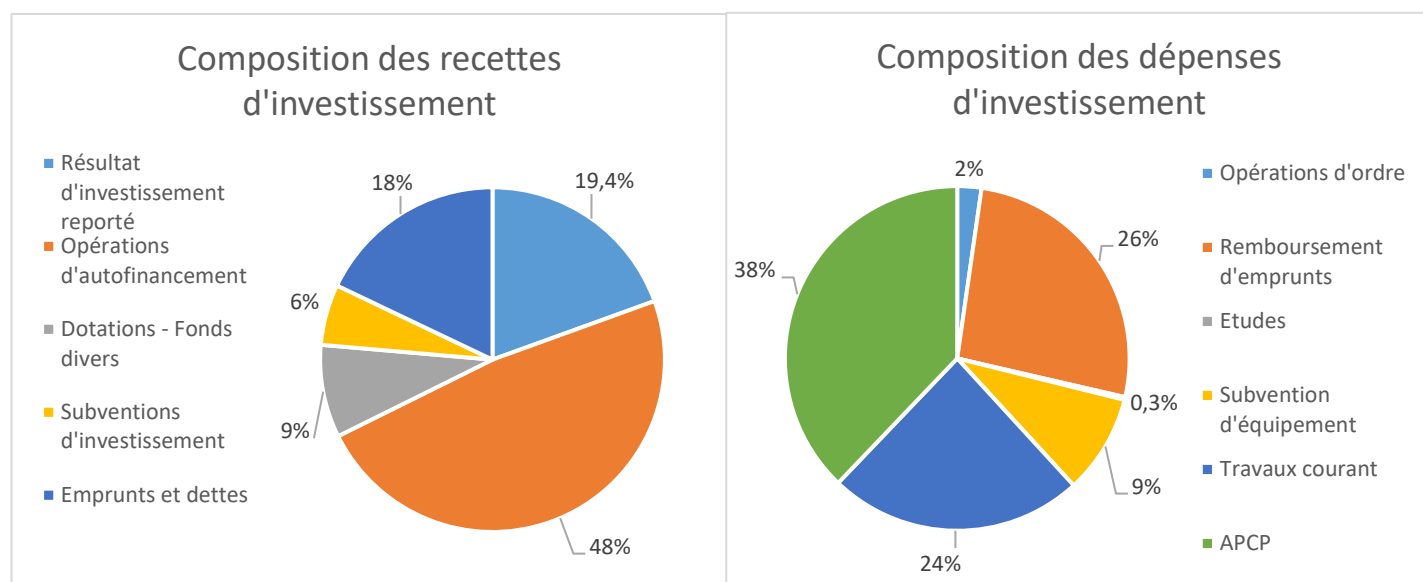
2.2 Le compte administratif 2020

2.2.1 Structure des dépenses et des recettes de fonctionnement (CA 2020)



Concernant les dépenses, on observe que les dépenses de personnel, maîtrisées, représentent la charge la plus importante du budget de fonctionnement à hauteur de 45% des dépenses de fonctionnement. L'inertie de cette charge spécifique importante montre le besoin de l'anticiper afin de la maîtriser dans le temps.

2.2.2 Structure des dépenses et des recettes d'investissement (CA 2020)

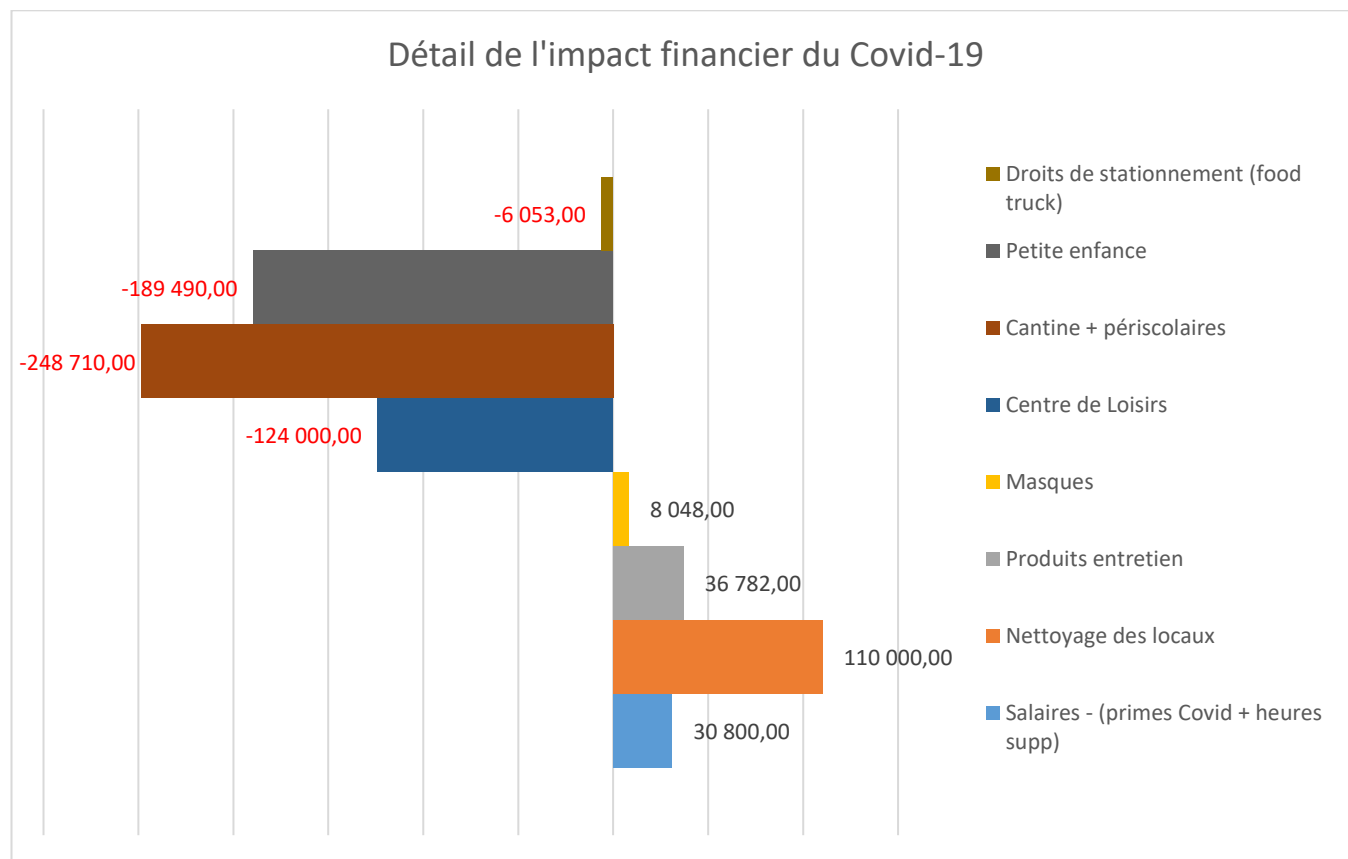


On note l'importance de l'auto-financement dans les recettes d'investissement de la commune. En dépenses, on observe que le quart du budget est consacré aux travaux d'entretien courant et plus du tiers aux projets structurants pour la commune établis en APCP.

2.2.3 Impact covid-19

L'année 2020 et la crise sanitaire ont impacté les finances de la ville de Floirac de manière significative. Entre les pertes de recettes et les dépenses supplémentaires, sur le budget de la ville et celui du CCAS cumulé, l'impact est estimé à près de 750 000 euros.

La crise sanitaire se poursuivant en 2021, son impact va continuer de se faire sentir sur l'exercice en terme financier.



2.2.4 Résultat 2020

Fonctionnement	
Recettes de fonctionnement	24 012 221,81
Dépenses de fonctionnement	23 765 122,08
Résultat de l'exercice (N)	247 099,73
Résultat antérieur	3 112 241,61
Résultat cumulé	3 359 341,34

L'exercice 2020 permet de dégager un résultat à hauteur de 247 099,73 € qui correspond à l'impact important de la crise sanitaire sur les finances de la ville.

Investissement

Recettes d'investissement	4 507 650,81
Dépenses d'investissement	6 364 368,46
Résultat de l'exercice (N)	- 1 856 717,65
Résultat antérieur	1 085 461,98
Résultat cumulé	-771 255,67
RAR Recettes	2 054 537,00
RAR Dépenses	657 208,02
Solde des RAR	1 397 328,98
Résultat cumulé - RAR	626 073,31

Le résultat d'investissement de l'exercice est négatif à hauteur de 771 255,67 € et devra être repris dans le budget 2021. Toutefois, l'emprunt réalisé en fin d'année permet de faire apparaître un reste à réaliser positif et donc vient rendre positif le résultat cumulé à hauteur de 626 073,31 €.

2.2.5 Affectation proposée

La proposition de prélèvement dans le BP 2020 était de 1 600 000 € et ne sera réalisé qu'à hauteur de 1 262 502,62 €.

Sur l'exercice 2021, l'affectation proposée s'élève à 710 000 € afin de garantir les équilibres financiers.

3. Situation et orientations de la municipalité pour le budget 2021

Le débat d'orientation budgétaire 2021 s'inscrit dans un double contexte :

- il s'agit de l'acte 1 du nouveau mandat avec la mise en application des engagements pris par la majorité municipale devant les Floiracaises et les Floiracais.
- il intervient en pleine crise sanitaire dont nous commençons à mesurer les premiers effets économiques et sociaux et qui appelle un effort de soutien et de relance de la part de l'Etat mais aussi des collectivités territoriales.

L'impact de la crise sanitaire sur les finances de la ville et du CCAS a été important, générant des charges imprévues relatives à la protection sanitaire de la population et des agents territoriaux ou des recettes fiscales et tarifaires en moins suite aux deux confinements.

L'exercice 2020 a ainsi dégagé un résultat positif moins élevé que les années précédentes. Pour autant, la majorité municipale a souhaité garantir les moyens des politiques menées en direction de la jeunesse, des plus fragiles, des associations, de l'éducation, de la transition écologique ou encore de la culture. Pour ce faire, la recherche d'économies d'échelle à travers les groupements de commande sur certains marchés publics ou les efforts de bonne gestion déployés depuis plusieurs années afin de stabiliser la masse salariale, de développer les compétences des agents seront poursuivis afin de contenir la progression des coûts de fonctionnement.

Les chiffres clés du ROB 2021 :

- L'encours de la dette par habitant est maîtrisé à 794 euros (886 euros dans les communes de même strate)
- Un niveau d'investissement toujours élevé : 6 millions par an, plus de 30 millions ces cinq prochaines années
- Des dépenses de fonctionnement maîtrisées : + 0,58 %
- Un recours à l'emprunt privilégié grâce au contexte de taux d'intérêt historiquement bas (entre 2,5 et 4 millions par an)

Soutenir les plus fragiles

Les publics les plus fragiles socialement sont les premiers touchés par la crise économique, notamment les jeunes et les familles monoparentales. Dans ce contexte la ville et le CCAS de Floirac renforcent en 2021 leur soutien auprès des familles connaissant de réelles difficultés :

- Budget de l'épicerie solidaire en hausse afin d'accueillir un nombre croissant de familles (70 en 2020, soit 10 % de plus par rapport à 2019) majoritairement domiciliées dans les quartiers prioritaires, poursuite des ateliers malgré la crise sanitaire (sur les questions de santé, de la nutrition, ateliers culturels ...)
- Projet d'une conciergerie en 2021 à destination notamment des anciens avec l'objectif d'offrir un service sur des petits travaux

- Renforcement du partenariat avec la mission locale, le Plie et Pôle Emploi pour accompagner les demandeurs d'emploi de notre territoire
- Renforcement de l'aide et de l'accompagnement destinés aux enfants rencontrant des difficultés scolaires, éducatives avec le Programme de Réussite Educative

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes en développant l'apprentissage

Avec la crise économique et sociale, les jeunes connaissent de plus en plus de difficultés à trouver un premier emploi.

Pour favoriser leur insertion professionnelle, la ville de Floirac a décidé de développer l'apprentissage et de multiplier par deux dès le mois de septembre 2020 les recrutements d'apprentis dans des secteurs d'activités ayant de réels débouchés professionnels :

- Métiers de la petite enfance (crèches, écoles)
- Métiers techniques (électricité, maçonnerie, peinture, espaces verts ...)
- Métiers du livre (médiathèques)
- Métiers administratifs (secrétariat)

Ce dispositif en alternance qui sera maintenu en 2021 offre aux jeunes un accompagnement dans leur service d'accueil grâce au travail des maîtres d'apprentissage mais aussi de la Direction des ressources humaines qui rencontre régulièrement les jeunes durant leur formation.

Déjà plusieurs jeunes apprentis accueillis à Floirac ces derniers mois ont pu trouver un emploi suite à leur formation dans le secteur des espaces verts, au sein d'une médiathèque, dans l'assistance administrative.

D'autres dispositifs, notamment les postes « adultes relais » à destination des jeunes de moins de 30 ans sans emploi et résidant en quartier prioritaire, sont utilisés à Floirac et répondent à la nécessité de soutenir les quartiers Politique de la Ville fortement impactés par la crise économique. Ces contrats qui peuvent durer trois ans, permettent aux jeunes de se former sur une longue durée et de bénéficier d'un accompagnement renforcé dans des domaines aussi diversifiés que la médiation sociale et culturelle, la santé publique, le logement, l'accès aux droits et aux services ...

Trois postes adultes relais sont aujourd'hui en contrat à Floirac.

Donner la priorité aux jeunes générations

La ville poursuivra en 2021 son action à destination des jeunes générations :

- dans les écoles, la rénovation du patrimoine scolaire se poursuivra avec la fin de la réhabilitation de l'école Blum, la poursuite des travaux du groupe scolaire de Dravemont
- les budgets consacrés aux classes vertes dans les écoles et aux séjours d'été pour les jeunes sont confortés en prévision de la fin de la crise sanitaire
- la crèche Petit Prince bénéficiera de travaux et de réaménagement des espaces
- les horaires des structures d'accueil des jeunes (Saga Cités, Junior des salles) sont élargis

- Dans le cadre des parcours culturels, de nombreux ateliers sont maintenus au sein des établissements scolaires dans le respect du protocole sanitaire : ateliers de création, parcours arts plastiques, ateliers de percussion, cours de théâtre
- Les associations sportives, culturelles, sociales qui connaissent des difficultés financières seront soutenues pour faire face à l'impact de la crise sanitaire

Développer l'offre de services publics

L'offre de services publics sera soutenue en 2021 :

- La fabrique citoyenne obtiendra la labellisation Maison France Service qui permettra de développer au sein de notre structure municipale les services apportés à la population, les lieux d'accueil et les permanences
- Les démarches de création ou de renouvellement de cartes d'identité ou de passeport seront facilitées avec un accompagnement renforcé des services
- L'apprentissage de la natation pour les scolaires de la commune sera développé au sein de la piscine municipale avec des créneaux spécifiques pour les écoles
- Les horaires d'ouverture des deux médiathèques seront élargis pour accueillir tous les publics et offrir des ateliers variés

3.1 Une section de fonctionnement stabilisée

3.1.1 Une estimation prudente des recettes de fonctionnement

REC. FONCTIONNEMENT	CH.	B.P. 2020	B.P. 2021
Excédent antérieur reporté	c/002	3 112 241,61	2 649 341,34
Atténuation de charges	c/013		0,00
Opérations de section à section	c/042	35 248,00	30 925,00
Produits des services	c/70	639 250,00	702 400,00
Impôts et taxes	c/73	14 359 202,80	15 111 656,97
Dotations et participations	c/74	7 944 555,00	7 693 638,00
Autres produits gest ^o courante	c/75	454 000,00	512 810,00
Produits exceptionnel	c/77	2 000,00	0,00
Reprises sur amortissements	c/78		0,00
TOTAL		26 546 497,41	26 700 771,31

Le faible dynamisme des recettes notamment fiscales en trompe-l'œil s'explique pour partie par le dispositif de suppression de la taxe d'habitation. En effet, le dispositif prévoit la réintégration dans son entièreté de la compensation de l'Etat dans le produit de taxe foncière (changement de chapitre comptable). La diminution des participations s'explique à l'inverse par l'intégration d'une partie des compensations de taxe d'habitation dans le produit de taxe foncière qui était jusqu'alors versé au chapitre 74 et le sera désormais au chapitre 73.

La loi de finances 2021 prévoit une stagnation au niveau national de la DGF et une augmentation de la DSU. Les montants floiracais seront connus courant mars 2021. La répartition nationale est

questionnée du fait de la réforme fiscale qui a bousculé les modalités de calcul de répartition entre collectivités.

3.1.2 Des dépenses de fonctionnement maîtrisées

a. Des dépenses de personnel marquées par l'impact du Covid-19

Les orientations en matière de gestion de la masse salariale demeurent inchangées, marquées à la fois par une stabilité des effectifs des agents titulaires et des dépenses.

La crise sanitaire de 2020 a cependant contraint la collectivité à des dépenses exceptionnelles. L'application des mesures gouvernementales avec versement d'une prime Covid pour tous les agents territoriaux mobilisés pendant la période de confinement a généré un surcoût de 21 000 €

La volonté politique d'assistance à la population avec la prise en charge de la distribution des masques par les agents communaux a conduit à une compensation par le versement d'heures supplémentaires évaluées à 9 800€.

En 2021, les dépenses de personnel seront à nouveau soumises à des obligations réglementaires et tiendront compte des évolutions de dispositifs adoptés ces dernières années :

- Le GVT des agents (glissement vieillesse technicité qui correspond aux échelons pris par les agents, soit de manière constante, environ 0,25 % de la masse salariale)
- le maintien de l'évolution de carrière des agents dans le cadre des avancements de grade, de promotion interne et de la réussite aux concours et examens, qui représente une enveloppe annuelle moyenne de 25 000 €
- la fin de l'impact du PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations) qui fait évoluer les grilles indiciaires de certaines filières. Les dernières mesures de cette réforme s'achèvent en 2021 et porteront sur des durées et non sur les points d'indice. A titre informatif, la charge pour la collectivité en 2020 s'est élevée à près de 15 000 €

Le budget des ressources humaines inclura également en 2021 les décisions adoptées au travers de l'accord collectif 2018-2020 (la poursuite de l'attribution de chèques cad'hoc aux agents de catégorie C et B pour un montant annuel moyen de 15 000 euros)

Quelques éléments de la rémunération (arrêtés au 27/01/2021)

extraction logiciel comptable GDA 27/01/2021

POSTES	BP 2020	mandaté 2020	2020 ratio mandaté/BP	%	BP 2021	Saisie GDA	Diffé- rence BP 2020/ BP 2021	%	ratio BP 2021- mandaté 2020	%
64111 -TITULAIRES	4 600 455,00	4 627 614,00	27 159,00	0,59	4 691 062,00	4 691 062,00	90 607,00	1,97	63 448,00	1,37
64112 - NBI SFT	157 487,00	165 359,00	7 872,00	5,00	160 395,00	160 395,00	2 908,00	1,85	-4 964,00	-3,00
64118 -RI	1 110 751,00	1 187 481,00	76 730,00	6,91	1 123 737,00	1 123 737,00	12 986,00	1,17	-63 744,00	-5,37
64131 - CONTRACTUELS	1 246 725,00	1 417 286,00	170 561,00	13,68	1 236 332,00	1 253 332,40	-10 393,00	-0,83	-180 954,00	-12,77
64168 - EMPLOIS AIDES	90 836,00	118 544,00	27 708,00	30,50	145 337,00	145 337,78	54 501,00	60,00	26 793,00	22,60
6417 - APPRENTIS	87 551,00	92 122,00	4 571,00	5,22	183 046,00	183 046,85	95 495,00	109,07	90 924,00	98,70
6451 - URSSAF	1 142 972,00	1 076 240,00	-66 732,00	-5,84	1 145 282,00	1 150 582,52	2 310,00	0,20	69 042,00	6,42
6453 - RETRAITE	1 639 709,00	1 578 743,00	-60 966,00	-3,72	1 666 791,00	1 667 891,96	27 082,00	1,65	88 048,00	5,58
6454 - ASSEDIC	60 346,00	59 580,00	-766,00	-1,27	68 978,00	60 978,89	8 632,00	14,30	9 398,00	15,77
TOTAL	10 136 832,00	10 322 969,00	186 137,00	1,84	10 420 960,00	10 436 364,40	284 128,00	2,80	97 991,00	0,95

On constate une stabilité par rapport au réalisé 2020, reflet d'une volonté politique de maîtrise de la masse salariale malgré les postes de dépenses incompressibles telles que le GVT (avancement d'échelon), l'impact de la réforme des carrières, et les promotions.

Répartition des effectifs 2020

Perma- nent/non per- manent	Statut	Motif d'occupation du poste	Cat. A*	Cat. B**	Cat. C***	Total
Permanent	Titulaire	Fonctionnaire	16 dont 2 TP	34 dont 1 TP	167 dont 3 TP	217
Permanent	contrac- tuel	Art 3-3-1 chargé de mission A		1		1
Permanent	contrac- tuel	Art 3-2 vacance d'emploi (ensei- gnants artistiques)		9		9
Permanent	contrac- tuel	remplacement 3-1		2	9	11
Permanent	Contrac- tuel	CDI	1			1
Non perma- nent	contrac- tuel	renfort temporaire art 3,1° 12 ms sur 18	1	3	37	41
Non perma- nent	contrac- tuel	CEE(contrat d'enga- gement éducatif)			160	Entre 50 et 160 selon activité des structures
Elus		Indemnités ...				27
Collabora- teur de cabi- net	contrac- tuel	Directeur de cabinet	1			1
CAE-CUI					7	7
Apprenti					12	12

*Dont 2 temps partiels

**Dont 1 temps partiels

***Dont 3 temps partiels

On constate une stabilité des effectifs tout poste confondu (titulaires, contractuels) malgré une volumétrie importante de contrats temporaires, pour pallier aux besoins des services dans le cadre de la crise sanitaire et renforcer les équipes (notamment les centres de loisirs déconcentrés).

Quelques chiffres :

- hausse des recrutements de vacataires saisonniers pour les structures d'accueil Jeunesse
- augmentation de la quotité de temps de travail des professeurs de musique
- accélération des recrutements d'apprentis : 6 en 2019, 12 courant 2020
- maintien de 14 postes contractuels pendant l'état d'urgence

2 départs en retraite en 2020, 6 en 2019

Prévision 2021 : 7 confirmés

b. Autres dépenses de fonctionnement

DEP. FONCTIONNEMENT	CH.	B.P. 2020	B.P. 2021
Charges à caractère général	c/011	5 518 770,00	5 686 810,68
Charges de personnel	c/012	10 738 881,00	10 902 199,12
Virement à la section invest.	c/023	1 542 548,00	1 262 502,62
Opérations de section à section	c/042	1 397 591,00	1 300 760,00
Autres charges de gest ^o courante	c/65	4 031 071,00	4 383 389,89
Charges financières	c/66	420 000,00	360 000,00
Charges exceptionnelles	c/67	146 989,41	68 100,00
Dotations amort. et prov.	c/68	28 000,00	-
Aténuation de charges	c/014	2 722 647,00	2 737 009,00
TOTAL		26 546 497,41	26 700 771,31

Les dépenses de fonctionnement sont maîtrisées et varient de 0,58 % entre 2020 et 2021.

3.2 Un programme d'investissement volontariste et ambitieux

L'année 2021 se veut être une année marquant l'entrée dans le nouveau mandat en continuant une politique volontariste en matière d'investissements.

Plusieurs projets engagés en 2020 se poursuivront en 2021 notamment la réhabilitation de l'école Blum, la poursuite du Fil Vert 2, la création d'un préau buvette au stade Guyon, la réhabilitation du château du Castel ou la réhabilitation et le développement de la plaine des sports.

De manière plus spécifique, ce budget traduit la volonté de la majorité de **favoriser la transition écologique**.

La sobriété énergétique, la thématique des déplacements et la priorité donnée aux mobilités douces et alternatives, l'alimentation et le développement des circuits courts, la lutte contre les îlots de chaleur se retrouvent notamment au programme du budget 2021 :

- Raccordement dès la fin 2021 du bas Floirac au chauffage urbain – géothermie : 185 000 euros

- Lancement d'une étude énergétique sur le patrimoine communal afin de développer une stratégie patrimoniale qui favorisera les économies d'énergie : 50 000 euros
- Candidature à l'appel à projet « Quartiers Fertiles » pour développer une agriculture urbaine de proximité (zone du Canon)
- Poursuite de la réhabilitation des écoles avec changement des huisseries, isolation et réparation des classes à Blum : 1 346 735 euros
- Etude sur la faune/flore sur le domaine de la Burthe : 5 000 euros
- Etude sur les îlots de chaleur et premiers aménagements de lutte avec plantation d'arbres, notamment sur l'esplanade des libertés : 14 000 euros
- Lancement sur la commune en 2021 du projet de plantation « un million d'arbres » dans le cadre du Codev 5
- Poursuite du Fil Vert 2 : 68 738 euros
- Travaux d'alimentation en eau de pluie (récupération) pour la micro-ferme : 12 000 euros

3.2.1 Une dette maîtrisée

A fin 2020, les données essentielles de l'encours de dette se résument de la façon suivante :

Caractéristiques de la dette au 31/12/2020

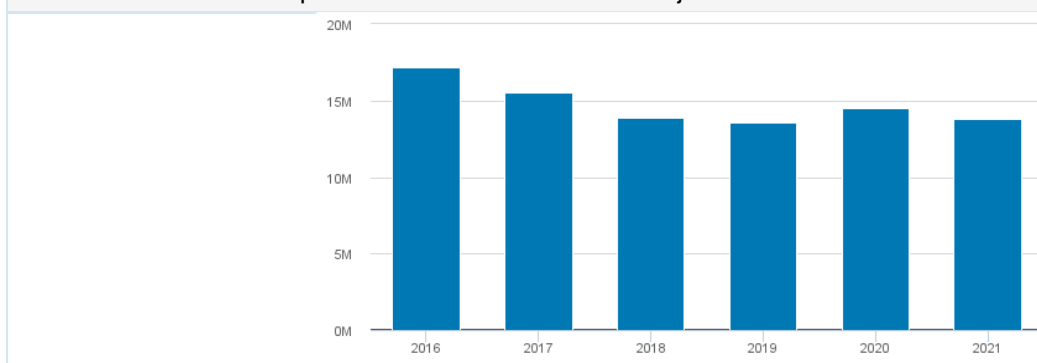
Encours 13 796 584,35	Nombre d'emprunts * 19
Taux actuariel * 2,27%	Taux moyen de l'exercice 2,34%
Taux moyen équivalent après couverture 2,43%	

* tirages futurs compris

Charges financières en 2020

Annuité 1 995 087,84	Amortissement 1 676 163,85
Remboursement anticipé avec flux 0,00	Remboursement anticipé sans flux 0,00
Intérêts emprunts 317 923,99	ICNE 60 383,90

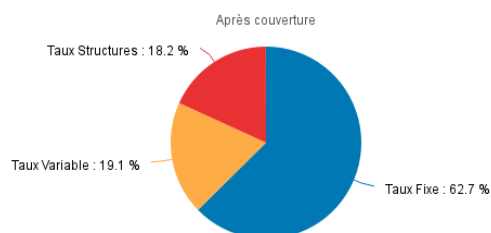
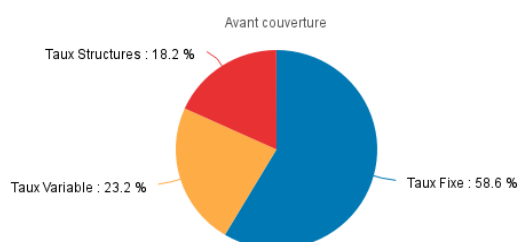
Evolution de l'encours depuis 5 ans au 01/01 en début de journée



Il faut souligner qu'un emprunt a été contracté sur l'exercice 2020 afin de financer les dépenses d'investissement (emprunt auprès de la Banque Postale pour un montant de 1 000 k€ sur une durée de 20 ans au taux fixe très avantageux de 0.59%).

La répartition par type de taux est la suivante :

Types de Taux

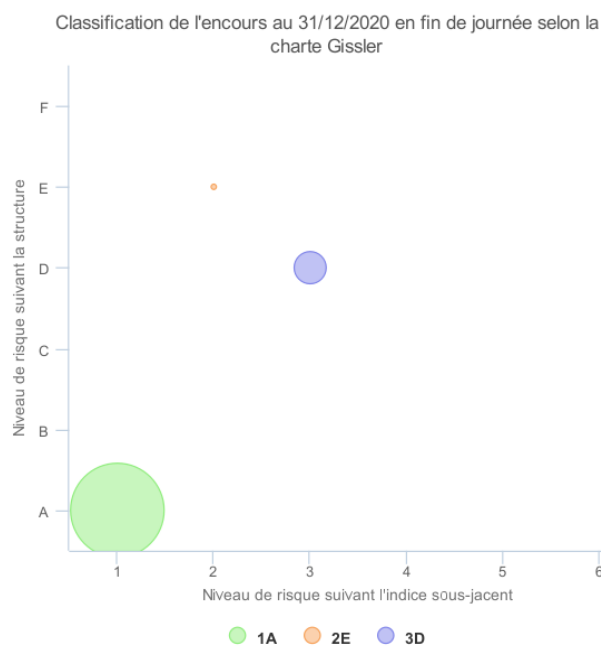


	Fixes	Variables	Structurés	Total
Encours avant couverture	8 079 761,70	3 201 140,84	2 515 681,81	13 796 584,35
%	58,56%	23,20%	18,23%	100%
Durée de vie moyenne	6 ans, 8 mois	2 ans, 11 mois	3 ans, 8 mois	5 ans, 3 mois
Duration	6 ans, 4 mois	2 ans, 10 mois	3 ans, 5 mois	5 ans
Nombre d'emprunts	10	7	2	19
Encours après couverture	8 645 188,05	2 635 714,49	2 515 681,81	13 796 584,35
%	62,66%	19,10%	18,23%	100%
Taux actuariel avant couverture	1,82%	0,75%	5,19%	2,19%
Taux moyen avant couverture	2,00%	0,76%	5,20%	2,34%
Taux actuariel après couverture	1,84%	0,89%	5,19%	2,27%
Taux moyen après couverture	2,01%	0,89%	5,20%	2,43%

Elle traduit la recherche par la collectivité de bénéficier d'un contexte de taux d'intérêt historiquement bas tout en sécurisant une partie significative de l'encours par des taux fixes. Pour rappel, la collectivité a constitué une provision cumulée de 140 000 € au regard des emprunts structurés qu'elle avait souscrit en 2006 au moment où elle avait renégocié sa dette. Elle n'a pas eu jusqu'ici à reprendre cette provision ce qui signifie que le risque ne s'est pas réalisé.

La charte Gissler est la suivante :

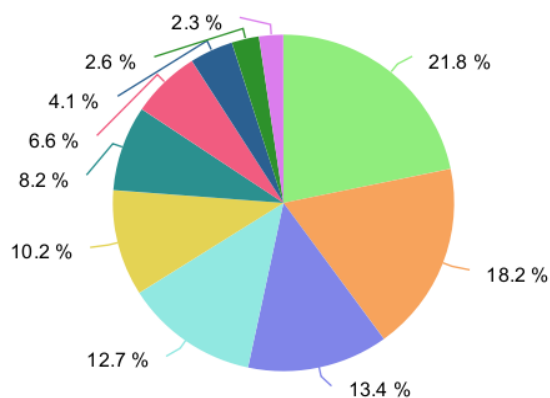
Charte Gissler



Catégorie	Encours au 31/12/2020	%
1-A	11 280 902,54	81,77%
2-E	789 233,51	5,72%
3-D	1 726 448,30	12,51%
TOTAL	13 796 584,35	100 %

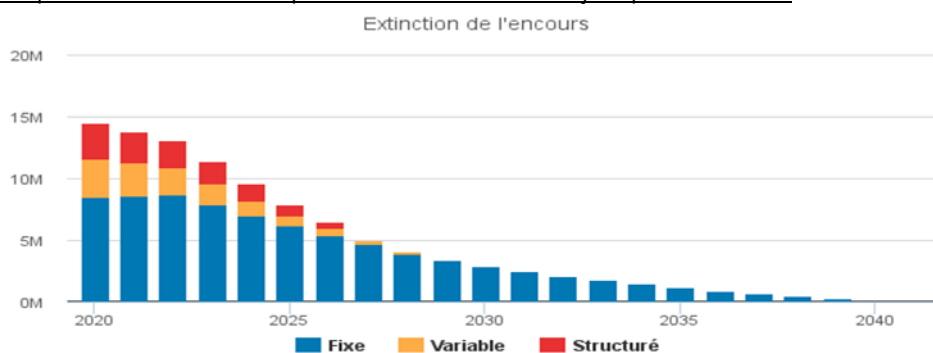
La répartition par prêteur montre une diversification des partenaires de la Ville

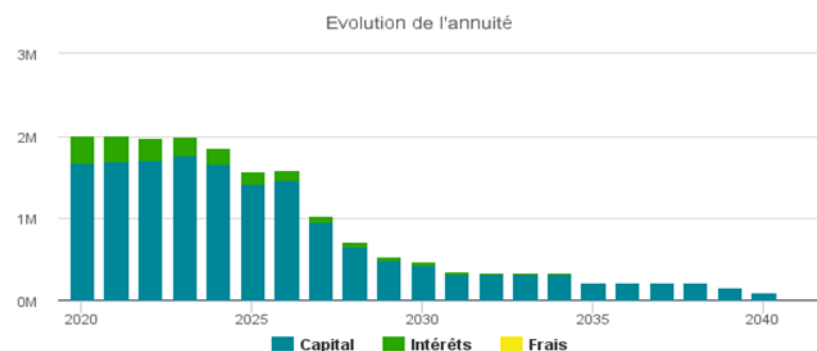
Prêteurs



Prêteur	Notation MOODYS	%	Montant
La Banque Postale	-	21,75	3 001 050,00
SOCIETE GENERALE	-	18,23	2 515 681,81
C.L.F./DEXIA	-	13,36	1 842 926,35
Caisse des Dépôts et Consignations	-	12,69	1 750 683,09
Crédit Mutuel	-	10,19	1 405 548,05
Crédit Foncier	-	8,19	1 130 183,44
Caisse de Crédit Agricole	-	6,57	906 941,49
Arkea	-	4,12	568 541,88
Caisse d'Epargne	-	2,60	358 538,72
DEXIA Credit Local	-	2,29	316 489,52
TOTAL			13 796 584,35

Le profil d'extinction prévisionnel s'étend jusqu'en 2040 :





La durée de vie des emprunts est la suivante :

Durée de vie

Indicateurs

Encours **13 796 584,35**

Duration * **5 ans**

Durée de vie moyenne * **5 ans, 3 mois**

Durée résiduelle * **20 ans, 1 mois**

Durée résiduelle Moyenne * **10 ans, 1 mois**

* tirages futurs compris

3.2.2 Les dépenses et les recettes d'investissement

REC. INVESTISSEMENT	CH.	C.A. 2020	B.P. 2021	RAR	TOTAL BP 2021 + RAR
Solde d'exécut° d'invest. reporté	c/001	1 085 461,98			
Virement de la section de fonct.	c/021		1 262 502,62		1 262 502,62
Opérations de section à section	c/040	1 397 545,16	1 300 760,00		1 300 760,00
Opération patrimoniales	c/041	109 114,21	30 000,00		30 000,00
Excédent de fonctionnement capitalisé	C/1068	1 180 000,00	710 000,00		710 000,00
Dotations - Fonds divers	c/10	485 063,39	505 000,00		505 000,00
Subventions d'investissement	c/13	317 763,97	1 322 356,00	179 199,72	1 501 555,72
Emprunts et dettes	c/16	1 000 000,00	1 726 758,18	1 800 000,00	3 526 758,18
Immo. Corporelles	c/21	2 018,47			-
Immo. En cours	c/23	5 401,53			-
Tvx exé. d'office pr cpte de tiers	c/4542	10 744,08	166 081,36	75 337,28	241 418,64
Cessions	c/024		1 200 000,00		1 200 000,00
TOTAL		5 593 112,79	8 223 458,16	2 054 537,00	10 277 995,16

Sur l'exercice 2021, les recettes d'investissements proviennent de l'emprunt (21%), des subventions (16%), et d'une cession (14%). Il s'agit à ce stade d'un emprunt d'équilibre qui ne sera contracté qu'en cas de réalisation de l'ensemble de la section de dépenses d'investissement.

Le taux global d'autofinancement (virement de la section de fonctionnement, opération de section à section et opérations patrimoniales) est budgété à hauteur de 15% en 2021, dont 7% d'excédent de fonctionnement capitalisé.

DEP. INVESTISSEMENT	CH.	C.A. 2020	B.P. 2021	RAR	TOTAL BP 2021 + RAR
Solde d'exécution d'invest. reporté	c/001		771 255,67		771 255,67
Dépenses imprévues	c/020				
Opérations de section à section	c/040	35 245,59	30 925,00		30 925,00
Opérations patrimoniales	c/041	109 114,21	30 000,00		30 000,00
Remboursement d'emprunts	c/16	1 676 163,85	1 700 000,00		1 700 000,00
Immobilisations incorporelles	c/20	16 851,55	552 000,00	109 906,92	661 906,92
Subvention d'équipement rev.	c/204	593 116,92	712 610,00		712 610,00
Immobilisations corporelles	c/21	1 513 880,53	2 978 373,00	278 515,46	3 256 888,46
Tvx exé. d'office pr cpte de tiers	c/4541	10 744,08	166 081,36	75 337,28	241 418,64
APCP	sous-total	2 409 251,73	2 679 542,11	193 448,36	2 872 990,47
Petits aménagements	1502	29 197,80		21 389,98	21 389,98
Ecole Blum Rénovation	1509	1 865 955,98	1 346 735,02		1 346 735,02
Parking Burthe	1701	48 286,91			
Parcs municipaux	5001	5 347,20	29 868,80		29 868,80
Chemin des écoliers	1801	15 930,00	94 070,00		94 070,00
Plan de gestion parc des co-teaux	1802	16 105,50	38 602,50		38 602,50
Fil vert 2	1803	408 264,51	68 738,79		68 738,79
Castel	1601	13 323,83	40 000,00	57 803,38	97 803,38
Dravemont - Curie	1603		436 367,00	114 255,00	550 622,00
Plaine des sports	2001	6 840,00	625 160,00		625 160,00
TOTAL		6 364 368,46	9 620 787,14	657 208,02	10 277 995,16

Au-delà des APCP programmées (28% des dépenses prévisionnelles d'investissement), les principales dépenses d'investissements concernent les travaux récurrents d'entretien du patrimoine (32%) et le remboursement de l'emprunt (17%).

Les restes à réaliser représentent plus de 10% des dépenses prévues sur l'exercice antérieur.

3.2.3 Programmation des investissements sur le mandat

L'année 2021 se veut être une année marquant l'entrée dans le nouveau mandat en continuant une politique volontariste en matière d'investissements.

Un premier travail d'inscription dans le temps des projets d'investissement a été réalisé et permet de voir l'étalement des dépenses d'équipement sur le mandat. Les chiffrages présentés ici sont estimatifs et devront être confirmés lors de la mise en œuvre opérationnelle des projets.

Rapport sur les Orientations Budgétaires 2021

Accusé de réception en préfecture
033-213301674-20210315-210315-01b-DE
Date de télétransmission : 17/03/2021
Date de réception préfecture : 17/03/2021

	2021		2022		2023		2024		2025		2026	
Projets	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Sobriété énergétique	1 771 735,02	365 626,00	1 355 000,00	617 000,00	1 000 000,00	-	1 500 000,00	-	1 720 000,00	-	1 720 000,00	-
Castel	40 000,00	106 950,00	1 105 000,00	617 000,00	500 000,00		500 000,00					
Blum	1 346 735,02	121 176,00										
Eclairage Guyon	100 000,00											
Réhabilitation Ecole Curie		37 500,00					500 000,00					
Chauffage urbain	185 000,00	100 000,00										
Ecole Richelieu									720 000,00		720 000,00	
Stratégie patrimoniale (Etudes et investissements)	50 000,00		250 000,00		500 000,00		500 000,00		1 000 000,00		1 000 000,00	
Etude CLSH	50 000,00											
Mobilités douces	162 808,79	341 520,00	469 905,00	-	300 022,70	-	200 000,00	-	-	-	-	-
Réaménagement de la Burthe					200 000,00		200 000,00					
Chemin des écoliers	94 070,00		38 500,00		19 998,00							
Fil vert 2	68 738,79	341 520,00	431 405,00		80 024,70							
Nature en ville	68 471,30	20 210,00	285 914,00	-	37 889,00	-	-	-	-	-	-	-
Parcs municipaux	29 868,80											
Plan de gestion parc des coteaux	38 602,50	20 210,00	35 914,00		37 889,00							
Projet 1 million d'arbres												
Transition alimentaire	35 000,00	-										
Appel à projet quartiers fertiles	12 500,00											
aménagement du canon	22 500,00											
Accessibilité et lutte contre les îlots de chaleur	14 000,00	-	250 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Parvis de la Mairie			250 000,00									
Plantation d'arbres sur esplanade des libertés	14 000,00											
Sports - Santé	950 160,00	102 000,00	1 551 500,00	-	1 376 280,00	-	1 329 715,00	-	-	-	-	-
Plaine des sports	625 160,00		1 551 500,00		1 226 280,00		679 715,00					
Piste d'athlétisme					150 000,00		650 000,00					
piscine		102 000,00										
Préau Guyon	325 000,00											
Autres projets	3 373 821,36	493 000,00	3 646 974,00	-	3 639 267,00	-	3 639 267,00	-	3 775 500,00	-	3 775 500,00	-
PRU Dravemont	436 367,00	310 000,00	1 371 474,00		1 363 767,00		1 363 767,00		1 500 000,00		1 500 000,00	
PRU Joliot Curie	1 000,00		275 500,00		275 500,00		275 500,00		275 500,00		275 500,00	
Récurrent DSTU	2 936 454,36		2 000 000,00		2 000 000,00		2 000 000,00		2 000 000,00		2 000 000,00	
FDAEC		68 000,00										
Recettes parlementaires restant à encaisser		115 000,00										
TOTAL	6 375 996,47	1 322 356,00	7 559 293,00	617 000,00	6 353 458,70	-	6 668 982,00	-	5 495 500,00	-	5 495 500,00	-

Rapport sur les Orientations Budgétaires 2021

1. Vue d'ensemble du budget 2021

BUDGET PRINCIPAL 2021 - MAJ le 17/02/2021					
D E P E N S E S					
	CH.	B.P. 2020	C.A. 2020	B.P. 2021	
FONCTIONNEMENT					
Charges à caractère général	c/011	5 518 770,00	4 819 294,82	5 686 810,68	
Charges de personnel	c/012	10 738 881,00	10 698 906,57	10 902 199,12	
Virement à la section invest.	c/023	1 542 548,00	-	1 262 502,62	
Opérations de section à section	c/042	1 397 591,00	1 397 545,16	1 300 760,00	
Autres charges de gest° courante	c/65	4 031 071,00	3 668 292,70	4 383 389,89	
Charges financières	c/66	420 000,00	323 547,33	360 000,00	
Charges exceptionnelles	c/67	146 989,41	106 888,50	68 100,00	
Dotations aux amortissements et aux provisions	c/68	28 000,00	28 000,00	-	
Atténuation de charges	c/014	2 722 647,00	2 722 647,00	2 737 009,00	
TOTAL		26 546 497,41	23 765 122,08	26 700 771,31	
	CH.	C.A. 2020	B.P. 2021	RAR	TOTAL BP 2021 + RAR
INVESTISSEMENT					
Solde d'exécution d'invest. reporté	c/001		771 255,67		771 255,67
Dépenses imprévues	c/020				
Opérations de section à section	c/040	35 245,59	30 925,00		30 925,00
Opérations patrimoniales	c/041	109 114,21	30 000,00		30 000,00
Remboursement d'emprunts	c/16	1 676 163,85	1 700 000,00		1 700 000,00
Immobilisations incorporelles	c/20	16 851,55	552 000,00	109 906,92	661 906,92
Subvention d'équipement rev.	c/204	593 116,92	712 610,00		712 610,00
Immobilisations corporelles	c/21	1 513 880,53	2 978 373,00	278 515,46	3 256 888,46
Tvx exécutés d'office pour le compte de tiers	c/4541	10 744,08	166 081,36	75 337,28	241 418,64
APCP					
Petits aménagements	1502	29 197,80		21 389,98	21 389,98
Ecole Blum Rénovation	1509	1 865 955,98	1 346 735,02		1 346 735,02
Parking Burthe	1701	48 286,91			
CHEMIN DES ECOLIERS	1801		-		0,00
Parcs municipaux	5001	5 347,20	29 868,80		29 868,80
Chemin des écoliers	1801	15 930,00	94 070,00		94 070,00
Plan de gestion parc des coteaux	1802	16 105,50	38 602,50		38 602,50
Fil vert 2	1803	408 264,51	68 738,79		68 738,79
Castel	1601	13 323,83	40 000,00	57 803,38	97 803,38
Dravemont - Curie	1603		436 367,00	114 255,00	550 622,00
Plaine des sports	2001	6 840,00	625 160,00		625 160,00
TOTAL		6 364 368,46	9 620 787,14	657 208,02	10 277 995,16
Pour rappel Dépenses d'investissements	Chap	BP 2020	CA 2020	BP 2021	BP 2021+ reports
Immobilisations corporelles et incorporelles	20 et 2	3 285 436,32	1 541 476,16	3 696 454,36	4 817 422,04
APCP		3 281 403,41	2 409 251,73	2 679 542,11	2 851 600,49
Total		6 566 839,73	3 950 727,89	6 375 996,47	7 669 022,53
% réalisation du CA 2020/BP2020 60,16%					
R E C E T T E S					
	CH.	B.P. 2020	C.A. 2020	B.P. 2021	
FONCTIONNEMENT					
Excédent antérieur reporté	c/002	3 112 241,61	3 112 241,61	2 649 341,34	
Atténuation de charges	c/013		24 114,29	0,00	
Opérations de section à section	c/042	35 248,00	35 245,59	30 925,00	
Produits des services	c/70	639 250,00	471 536,83	702 400,00	
Impôts et taxes	c/73	14 359 202,80	14 802 394,83	15 111 656,97	
Dotations et participations	c/74	7 944 555,00	8 359 575,59	7 693 638,00	
Autres produits gest° courante	c/75	454 000,00	268 068,28	512 810,00	
Produits exceptionnel	c/77	2 000,00	51 286,40	0,00	
reprises sur amortissements	c/78			0,00	
TOTAL		26 546 497,41	27 124 463,42	26 700 771,31	
	CH.	C.A. 2020	B.P. 2021	RAR	TOTAL BP 2021 + RAR
INVESTISSEMENT					
Solde d'exécuto d'invest. reporté	c/001	1 085 461,98			
Virement de la section de fonct.	c/021		1 262 502,62		1 262 502,62
Opérations de section à section	c/040	1 397 545,16	1 300 760,00		1 300 760,00
Opération patrimoniales	c/041	109 114,21	30 000,00		30 000,00
Excédent de fonctionnement capitalisé	C/1068	1 180 000,00	710 000,00		710 000,00
Dotations - Fonds divers	c/10	485 063,39	505 000,00		505 000,00
Subventions d'investissement	c/13	317 763,97	1 322 356,00	179 199,72	1 501 555,72
Emprunts et dettes	c/16	1 000 000,00	1 726 758,18	1 800 000,00	3 526 758,18
Immo. Corporelles	c/21	2 018,47			-
Immo. En cours	c/23	5 401,53			-
Tvx exécutés d'office pour le compte de tiers	c/4542	10 744,08	166 081,36	75 337,28	241 418,64
Cessions	c/024		1 200 000,00		1 200 000,00
TOTAL		5 593 112,79	8 223 458,16	2 054 537,00	10 277 995,16

Conclusion

Ce Rapport d'Observation Budgétaire est significatif. Se basant sur le bilan d'une année de crise, il révèle que la présence des collectivités territoriales et plus globalement du service public local constitue un échelon essentiel pour assurer la cohésion sociale et la solidarité dans les temps les plus difficiles.

En dehors du temps de crise, nous apportons les services collectifs du quotidien et travaillons à ce que chacun puisse s'épanouir sur notre commune, quel que soient ses origines, ses choix de vie, sa composition familiale et ses opinions.

Partant de ces principes, nos politiques publiques doivent concrètement s'exécuter, non seulement avec les moyens collectifs dont nous disposons et que nous avons su gérer depuis de nombreuses années, mais aussi grâce aux marges de manœuvre que nous devons constamment rechercher, notamment en faisant toujours mieux et différemment afin d'envisager sereinement le futur. Nous y procédons historiquement dans un contexte toujours plus contraint et dans le respect d'un principe de maîtrise fiscale, alors même que les bases d'imposition demeurent obsolètes et parfois injustes.

Œuvrant en étroite collaboration avec Bordeaux Métropole, ayant choisi avec cet Etablissement Public de Coopération Intercommunale un ordonnancement cohérent quant à l'exercice de nos compétences respectives, ayant fait le pari de la mutualisation de nos moyens, promouvant l'évolution systématique de nos pratiques et les choix de gouvernance locale, nous savons pouvoir compter sur une synergie proactive afin de poursuivre nos engagements et leurs réalisations concrètes.

Les choix du passé ont toujours été forts de significations, ils ont été guidés par les valeurs républicaines que nous portons et représentent un ancrage historique de l'action communale floiracaise. Dans une même mesure, notre municipalité continuera à porter des choix politiques tournés vers le collectif, vers le développement des énergies présentes sur notre territoire ou attirées par lui, et toujours dans un objectif de maintien et de renforcement de la cohésion sociale.

En ce sens, le budget à venir à travers les orientations qui s'en dégagent, permettra de faire face à la crise sanitaire, renforcera nos actions éducatives, sociales, culturelles et associatives, et nous engagera dans les actions relatives à la transition écologique dont les principes d'action seront systématiquement intégrés dans nos projets de développement, ou d'entretien du patrimoine bâti, végétal et paysager.

Notre plan pluriannuel d'investissement se veut fort et nous déploierons toute notre énergie pour en satisfaire la réalisation. Celui-ci sera toutefois et pour partie, contingent des évolutions des recettes dont celles de l'Etat qui à travers son Plan de relance complexe et assez restrictif dans l'éligibilité des projets, demeurent relativement incertaines.

Rejoignant les postures de l'Association des maires de France ou encore l'Association des Maires Ville & Banlieue de France, notre commune déploiera toute son énergie pour faire valoir ses projets et la cohérence de son action territoriale.

Convaincus que la commune est l'échelon essentiel pour assurer la meilleure accessibilité au service public local, nous défendrons systématiquement la construction d'une gouvernance territoriale la plus décentralisée possible. C'est à cette seule condition, en disposant d'une véritable

liberté d'administration et non d'une codépendance systémique à l'Etat, pour lequel nous attendons plutôt un renforcement significatif de l'exercice de ses pouvoirs régaliens sur nos territoires, que nos concitoyens pourront disposer d'une haute qualité de services.